



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE
DE POLITIQUE
MONETAIRE DU
DEUXIEME TRIMESTRE
2022**

NOVEMBRE 2022

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Prix des matières premières et inflation	7
1.3. Politique monétaire dans les pays développés	7
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	11
2.1. Production et prix.....	11
2.2. Secteur extérieur	11
2.2.1. Commerce extérieur.....	14
2.2.2. Balance des paiements.....	16
2.3. Finances et dette publiques	17
2.4. Secteur monétaire.....	19
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	19
2.4.2. Base monétaire.....	22
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	23
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	25
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	26
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	26
2.5.2. Stabilité Financière.....	27
CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....	31
ANNEXES	32

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

En glissement trimestriel, l'activité économique s'est légèrement améliorée au deuxième trimestre 2022 dans l'ensemble des principales économies de l'OCDE (0,4 contre 0,3% au trimestre précédent), en rapport avec la légère hausse de la consommation publique et privée et de la relance des exportations nettes malgré la persistance des effets de la guerre russo-ukrainienne.

En glissement annuel, l'activité économique a décéléré, s'établissant à 3,7 contre 13,3% au même trimestre de 2021. L'activité économique a également ralenti dans la plupart des pays émergents et en développement, en rapport avec la persistance des perturbations des chaînes d'approvisionnement ayant provoqué une hausse généralisée des prix

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2022, l'activité économique mondiale pourrait décélérer en 2022 (3,2 contre 6,0% en 2021), en rapport avec les ruptures des chaînes d'approvisionnement pour les entreprises ayant provoqué la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques.

La croissance économique des pays de la CEA devrait ralentir en 2022 (4,9 contre 6,7%), à la suite de la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques et des ruptures des chaînes d'approvisionnement au niveau international. Cependant, cette croissance resterait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,6%), en liaison avec d'importants investissements en infrastructures et au dynamisme du secteur des services, notamment, la reprise du tourisme.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi montrent que le taux de croissance du PIB pourrait s'établir à 4,3 contre 3,1% en 2021, en rapport avec l'amélioration de l'activité dans le secteur secondaire (4,5 contre 2,1%), tertiaire (4,4 contre 2,5%). L'activité pourrait ralentir dans le secteur primaire (3,8 contre 4,7%) suite aux mauvaises conditions climatiques qui prévalent au deuxième semestre de l'année 2022.

La balance des paiements du deuxième trimestre 2022 s'est soldée par un déficit du compte courant plus élevé que celui du même trimestre de l'année précédente (323.054,8 contre 282.766,9 MBIF), résultant principalement d'une forte aggravation du déficit des biens.

Le déficit budgétaire (dons inclus) s'est accentué au deuxième trimestre 2022 par rapport à celui du même trimestre de 2021, s'établissant à 217.419,6 contre 131.875,3 MBIF, en liaison avec une augmentation plus importante des dépenses que celle des recettes publiques.

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 26,7%, en liaison avec la hausse des avoirs intérieurs nets (+38,8%). De même, la masse monétaire a augmenté de 30,8%, principalement tirée par l'accroissement des créances sur l'économie (+71,4%), suite aux financements des secteurs porteurs de croissance économique. Par contre, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 55,3%.

En glissement annuel, les réserves officielles ont augmenté de 204,1%, en rapport avec la hausse des avoirs en DTS (+412.843,4 MBIF), à la suite de l'allocation de 147,6 Millions de DTS octroyée par le FMI.

Le bilan agrégé du secteur bancaire s'est accru de 27,6%, en glissement annuel. A l'actif, cette amélioration a été, principalement, tirée par la hausse des créances sur l'économie et des titres du Trésor. Au passif, elle est liée à l'accroissement des dépôts et des refinancements auprès de la Banque Centrale. Toutefois, les ratios de solvabilité ainsi que ceux de rentabilité ont légèrement reculé.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, l'activité économique s'est légèrement améliorée au deuxième trimestre 2022 dans l'ensemble des principales économies de l'OCDE (0,4 contre 0,3% au trimestre précédent), en rapport avec la légère hausse de la consommation publique et privée et la relance des exportations nettes malgré la persistance des effets de la guerre russo-ukrainienne.

Toutefois, l'activité économique s'est contractée dans les principaux pays émergents et en développement, notamment en Chine (-2,6 contre 1,4%), en Afrique du Sud (-0,7 contre 1,7%) et en Inde (-1,4% comme au trimestre précédent), en liaison avec la rupture des chaînes d'approvisionnement pour les entreprises qui a provoqué une forte flambée des prix.

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

Pays	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T2-2021	T1-2022	T2-2022	T2-2021	T1-2022	T2-2022
États-Unis	1,6	-0,4	-0,1	12,2	3,5	1,7
Japon	0,4	-0,1	0,9	7,3	0,9	1,4
Allemagne	1,9	0,8	0,1	10,2	3,8	1,7
France	1,0	-0,2	0,5	19,0	4,5	4,2
Royaume uni	5,6	0,8	-0,1	24,5	8,7	2,9
Zone euro	2,0	0,7	0,8	14,4	5,4	4,1
OCDE - Total	1,7	0,3	0,4	13,3	4,4	3,7
Chine	1,5	1,4	-2,6	7,9	4,8	0,4
Inde	-10,0	-1,4	-1,4	19,9	3,6	13,5
Afrique du Sud	1,4	1,7	-0,7	19,4	2,7	0,5

OCDE, principaux indicateurs économiques, Septembre 2022

En glissement annuel, la croissance économique a décéléré au deuxième trimestre 2022 dans l'ensemble des pays avancés de l'OCDE (3,7 contre 13,3% au même trimestre de 2021), en rapport avec la persistance des perturbations des chaînes d'approvisionnement ayant provoqué une hausse généralisée des prix. La croissance a fortement ralenti aux États-Unis (1,7 contre 12,2%), dans la Zone euro (4,1 contre 14,4%) et au Japon (1,4 contre 7,3%).

De même, dans les principaux pays émergents, la croissance économique a également ralenti en Chine (0,4 contre 7,9%), en Afrique du Sud (0,5 contre 19,4%) et en Inde (13,5 contre 19,9%).

D'après les perspectives économiques mondiales du FMI d'octobre 2022, la croissance mondiale devrait ralentir en 2022, s'établissant à 3,2% contre 6,0% de l'année précédente, en rapport avec les ruptures des chaînes d'approvisionnement pour les entreprises ayant provoqué la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Tableau 2 : Croissance économique mondiale (en %)

	2 019	2020	2021	2022(p)
PIB mondial	2,5	-3,1	6,0	3,2
Pays avancés	1,6	-4,5	5,2	2,4
États-Unis	2,6	-3,4	5,7	1,6
Zone euro	1,3	-6,4	5,2	3,1
Japon	0,0	-4,5	1,7	1,7
Pays émergents et pays en développement	3,8	-2,0	6,6	3,7
Chine	6,0	2,2	8,1	3,2
Inde	4,0	-6,6	8,7	6,8
Afrique subsaharienne	3,2	-1,7	4,7	3,6
<i>Nigeria</i>	2,2	-1,8	3,6	3,2
<i>Afrique du Sud</i>	0,2	-6,4	4,9	2,1
Volume du commerce mondial	0,9	-7,9	10,1	4,3

(p): projections

Source : Fonds Monétaire International, Perspectives économiques mondiales, Octobre 2022

Pour l'ensemble des pays avancés, la croissance économique s'établirait à 2,4% en 2022 contre 5,2% en 2021. Un ralentissement de la croissance économique est attendu aux Etats-Unis (1,6 contre 5,7%) et dans la Zone euro (3,1 contre 5,2%). L'activité économique pourrait se stabiliser au Japon (1,7%).

Dans l'ensemble des pays émergents et en développement, la croissance économique s'établirait à 3,7 contre 6,6% en 2021. Elle pourrait ralentir en Chine (3,2 contre 8,1%), en Inde (6,8 contre 8,7%) et en Afrique subsaharienne (3,6 contre 4,7%).

De même, en raison des ruptures des chaînes d’approvisionnement des entreprises, le volume du commerce international pourrait décélérer à 4,3 contre 10,1% en 2021.

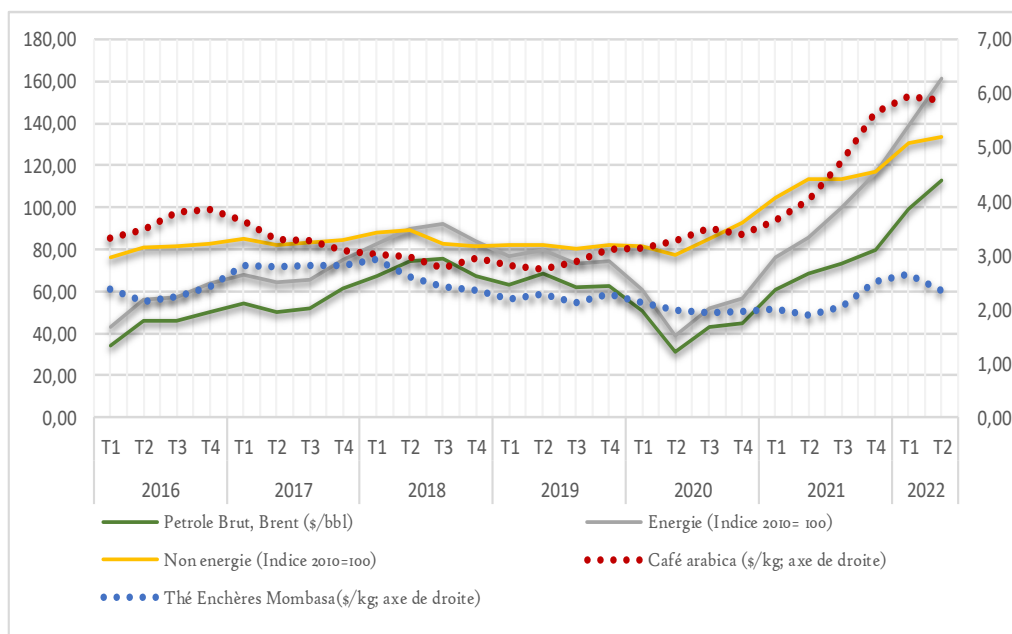
1.2. Prix des matières premières et inflation

Les prix des matières premières ont globalement augmenté au cours du deuxième trimestre 2022, suite aux ruptures d’approvisionnement des entreprises consécutives à la guerre russo-ukrainienne.

Le cours du pétrole brut (Brent) a augmenté, s’établissant à 112,70 contre 98,96 USD le baril au trimestre précédent. L’indice de l’énergie (161,50 contre 138,59) et celui des produits non énergétiques (133,80 contre 130,53) ont également augmenté par rapport au trimestre précédent.

Toutefois, le cours du thé aux enchères de Mombasa (2,34 contre 2,65 USD par kilogramme) et celui du café arabica (5,88 contre 5,95 USD par kilogramme) ont légèrement diminué.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, Prix des matières premières, juillet 2022

Au deuxième trimestre 2022, l’inflation a augmenté dans les principaux pays avancés et dans les pays émergents et en développement, principalement en rapport avec l’envolée des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Aux Etats-Unis, l'inflation s'est établie à 8,6% au deuxième trimestre 2022 contre 4,8% au même trimestre de l'année précédente. Dans la Zone euro, elle s'est fixée à 8,0 contre 1,8%.

De même, dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'est accrue, notamment, en Chine (2,3 contre 1,3%), en Inde (6,5 contre 5,3%), en Afrique du Sud (6,7 contre 4,9%) et en Turquie (74,1 contre 17,1%).

Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T2-2021	T1-2022	T2-2022
États-Unis	4,8	8,0	8,6
Japon	-0,5	0,9	...
Allemagne	2,3	5,8	7,6
France	1,4	3,7	5,3
Royaume-Uni	2,1	5,5	7,9
Zone euro	1,8	6,1	8,0
OCDE - Total	3,7	7,9	9,7
Chine	1,3	1,2	2,3
Inde	5,3	5,4	6,5
Russie	6,0	11,6	..
Turquie/Türkiye	17,1	54,8	74,1
Brésil	7,7	10,7	11,9
Afrique du Sud	4,9	5,8	6,7

Source: OCDE, principaux indicateurs économiques, Octobre 2022

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Au deuxième trimestre 2022, la plupart des banques centrales des pays avancés ont poursuivi le resserrement de leurs politiques monétaires pour contenir les pressions inflationnistes enregistrées dans ces économies.

Aux Etats-Unis, la FED a procédé à une nouvelle hausse du taux directeur dans un intervalle de 1,50 à 1,75% pour juguler l'inflation toujours forte (8,6%), un niveau jamais enregistré depuis le début de la décennie 1980, dépassant de loin l'objectif ciblé par la FED de 2,0%. De même, la FED a décidé de réduire son programme de rachats des titres du Trésor ainsi que les dettes adossées aux prêts hypothécaires.

Dans la Zone euro, la BCE a procédé à une augmentation des taux d'intérêts de 25 points de base accompagnée par l'arrêt des achats nets de titres effectués dans le cadre du programme de

refinancement. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de dépôt sont passés à 0,25%, 0,50% et -0,25%, respectivement.

La Banque du Japon (BoJ) a laissé ses taux d'intérêt inchangés, soulignant ainsi sa volonté de continuer à soutenir une économie fragile par le maintien d'une politique monétaire très accommodante. Malgré la dépréciation de la monnaie nationale, elle a maintenu les taux à court terme à -0,1% et a décidé de maintenir le rendement des obligations d'Etat à dix ans autour de zéro.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

Les perspectives économiques du FMI d'Octobre 2022 montrent que la croissance économique des pays de la CEA devrait ralentir en 2022 (4,9 contre 6,7%), à la suite de la rupture des chaînes d'approvisionnement au niveau international ayant causé la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques. Cependant, cette croissance resterait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,6%), en liaison avec d'importants investissements en infrastructures et au dynamisme du secteur des services, notamment, la reprise du tourisme.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)

	2019	2020	2021(E)	2022(P)
Burundi*	4,5	0,3	3,1	4,3
Kenya	5,1	-0,3	7,5	5,3
Ouganda	7,8	-1,4	6,7	4,4
Rwanda	9,5	-3,4	10,9	6,0
Tanzanie	7,0	4,8	4,9	4,5
CEA	6,4	0,9	6,7	4,9
AfSS	3,2	-1,6	4,7	3,6

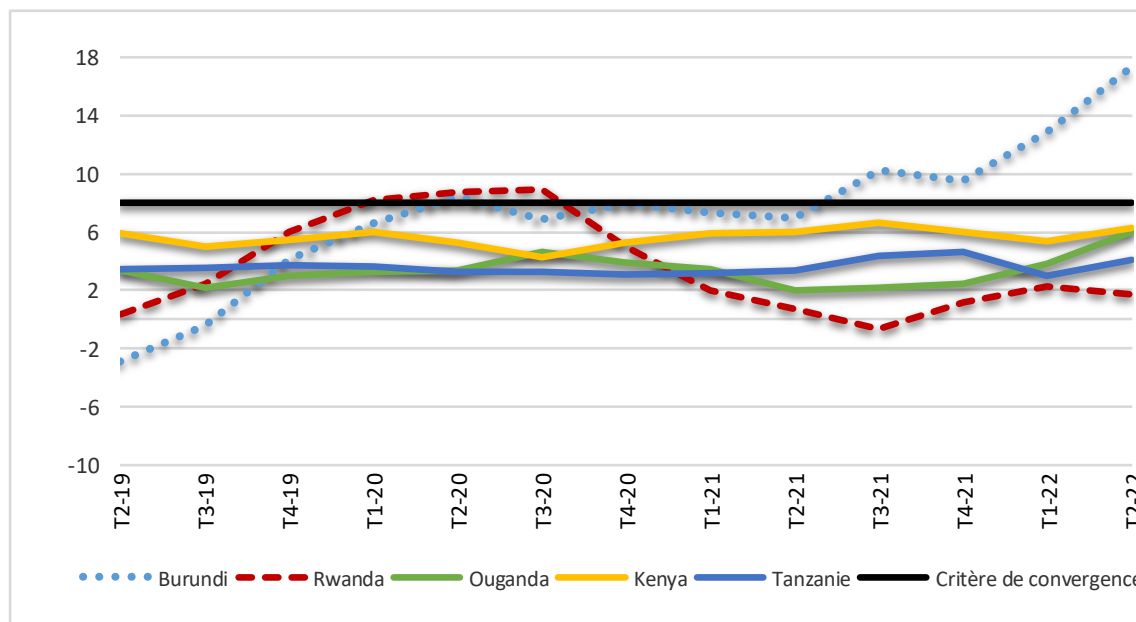
Source : FMI, *Perspectives économiques régionales, octobre 2022*

**Pour le Burundi, les données sont tirées du cadrage macroéconomique, octobre 2022*

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a augmenté au deuxième trimestre 2022 dans les pays de la CEA, mais reste en dessous du critère convergence macroéconomique (8,0%), à l'exception au Burundi.

Le taux d'inflation a augmenté au Burundi (17,4 contre 12,8%), en Ouganda (6,0 contre 3,8%), au Kenya (6,3 contre 5,3%) et Tanzanie (4,1 contre 3,1%). Toutefois, elle a décéléré au Rwanda (1,7 contre 2,3%).

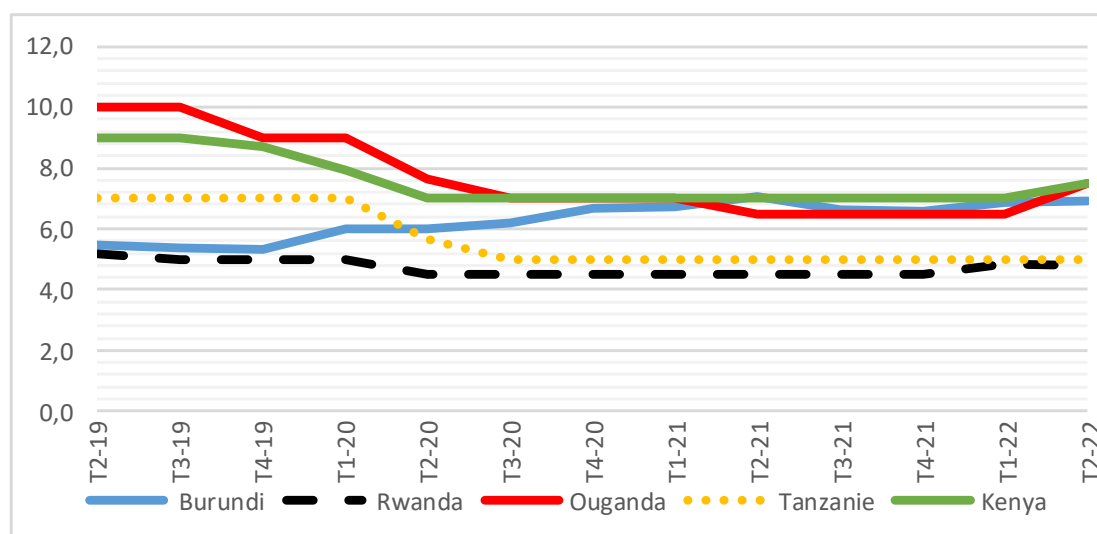
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au cours du deuxième trimestre 2022, certaines banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi le relèvement de leur taux de politique monétaire pour maîtriser l'inflation. Pour le Kenya et l'Ouganda, leurs taux directeurs ont augmenté, passant de 7,0 à 7,5% et de 6,5 à 7,5%, respectivement. Par contre, ils sont demeurés inchangés en Tanzanie (5,0%), au Burundi (6,9%) et au Rwanda (4,8%) par rapport au trimestre précédent.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Au niveau des taux de change, toutes les monnaies des pays de la CEA se sont dépréciées mais ont fluctué dans la limite du critère de convergence ($\pm 5,0\%$) convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change.

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
juin-21	2 298,90	987,14	3 556,71	107,75	1 976,04
mars-22	2 298,50	1 018,59	3 588,16	114,85	2 020,35
juin-22	2 304,20	1 024,48	3 756,65	117,83	2 043,35
Variation juin-22/juin-21 (%)	0,23	3,78	5,62	9,35	3,41
Variation juin-22/mars-22 (%)	0,25	0,58	4,70	2,59	1,14

Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au deuxième trimestre 2022, la production du thé sec a diminué de 2,6% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 3.276,1 contre 3.364,0 tonnes, suite à la mauvaise pluviosité. Pour ce même trimestre, aucun apport en café vert n'a été enregistré suite à la clôture de la campagne café 2021/2022.

En glissement annuel, l'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 20,7% au second trimestre de 2022, en liaison avec l'augmentation de la production des industries alimentaires (+22,1%) et chimiques (+9,5%). De même, par rapport au trimestre précédent, cet indice s'est accru de 17,5%, passant de 143,4 à 168,5, principalement en rapport avec l'augmentation de la production des boissons de la BRARUDI (+20,5%) et de cigarettes (+25,4%), contrebalancée par la diminution de la production d'oxygène (-28,3%) et de savons (-16,6%).

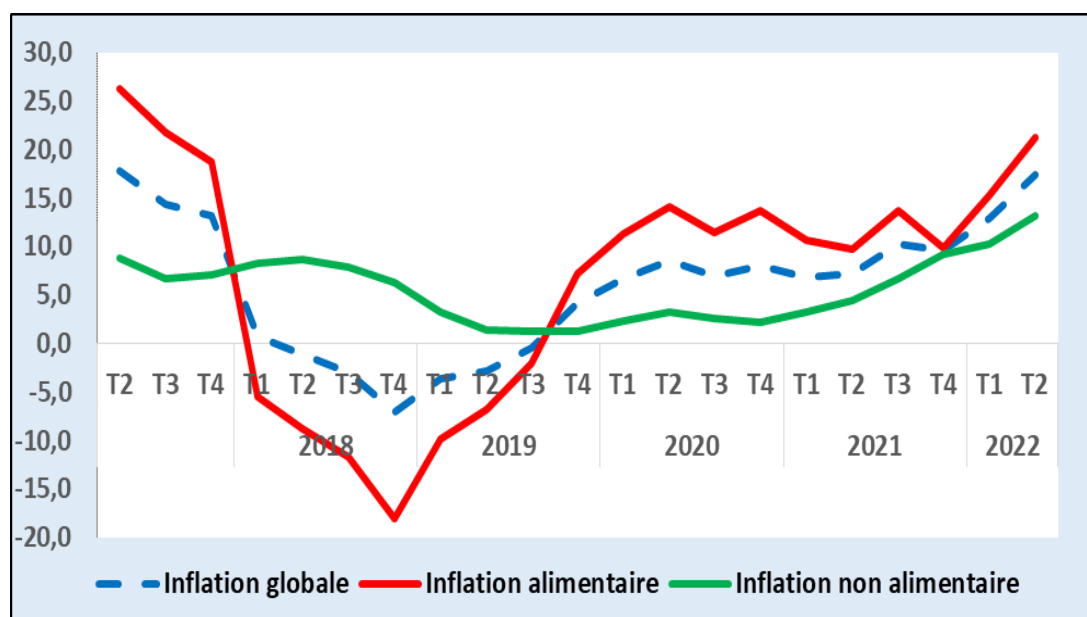
La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 21,2% au deuxième trimestre, en glissement annuel, passant de 59.960 à 72.666 Mégawatts, en liaison particulièrement avec l'accroissement de la production des centrales hydroélectriques, thermiques et solaires. De même, elle a augmenté de 3,9% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura a reculé de 25,9%, en glissement annuel et de 3,8% en glissement trimestriel, suite particulièrement à la diminution des importations de ciment, de clinker et de sucre.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a fortement augmenté en glissement annuel, passant de 28.910 à 55.169 passagers, en rapport avec la levée des restrictions sur les voyages suite à la maîtrise de la pandémie de covid-19. Par rapport au trimestre précédent, le nombre de passagers s'est accru de 29,0%. De même, le trafic des aéronefs s'est accru de 35,6% en glissement annuel et de 13,7% d'un trimestre à l'autre.

L'inflation s'est accélérée au deuxième trimestre 2022, s'établissant à 17,4 contre 7,2% au trimestre correspondant de 2021, en rapport avec l'augmentation de l'inflation alimentaire (21,3 contre 9,8%) et non alimentaire (13,1 contre 4,5%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

Comparée à celle du trimestre précédent, l'inflation a également augmenté (17,4 contre 12,8%) et a été tirée, à la fois, par l'inflation alimentaire (21,3 contre 15,2%) et non alimentaire (13,1 contre 10,2%).

Pour l'année 2022, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer (4,3 contre 3,1% en 2021), en rapport avec l'amélioration de l'activité dans le secteur secondaire (4,5 contre 2,1%), tertiaire (4,4 contre 2,5%). L'activité pourrait ralentir dans le secteur primaire (3,8 contre 4,7%) suite aux mauvaises conditions climatiques qui prévalent au deuxième semestre de l'année 2022.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022 (Proj.)
1. Croissance du PIB réel	5,3	4,5	0,3	3,1	4,3
Secteur primaire	7,4	2,8	0,4	4,7	3,8
Secteur secondaire	2,5	1,1	11,3	2,1	4,5
Secteur tertiaire	3,2	7,2	-3,4	2,5	4,4
2. Inflation	-2,6	-0,7	7,5	8,3	9,2

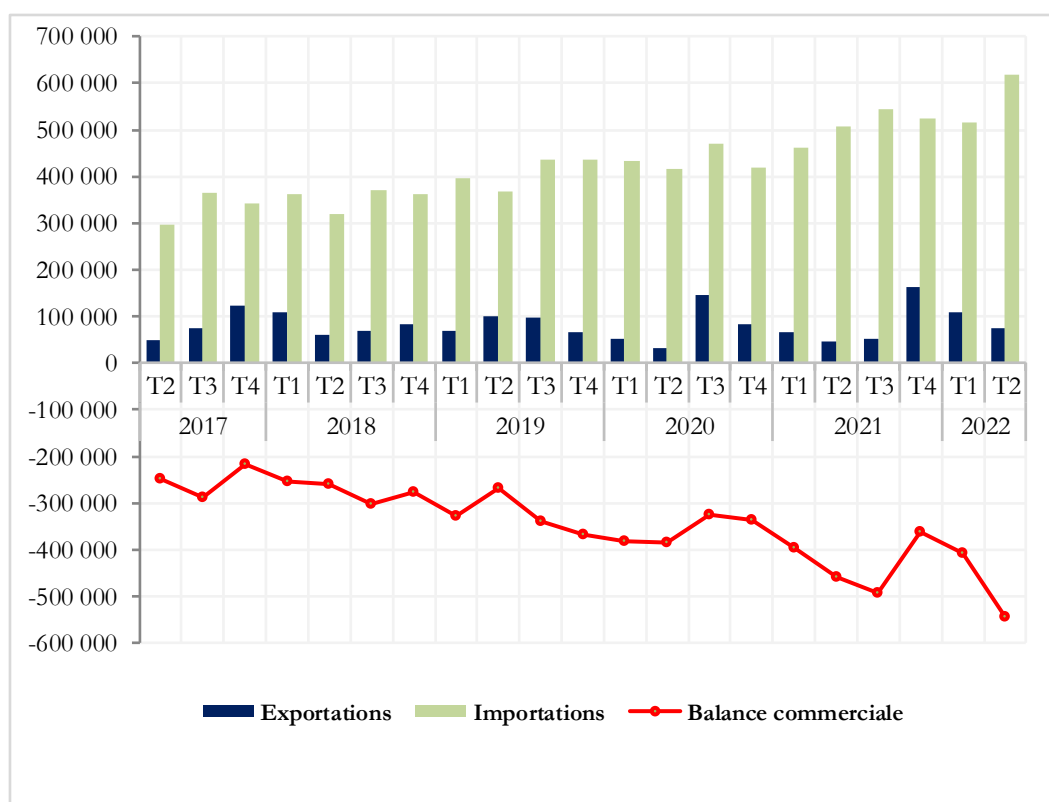
Source : Cadrage macroéconomique, Octobre 2022

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est davantage creusé au deuxième trimestre 2022, s'établissant à 544.319,0 contre 459.166,5 MBIF au même trimestre de 2021. Cette détérioration est due à l'augmentation plus importante des importations CIF (618.777,9 contre 506.482,2 MBIF) que celle des exportations CIF (74.458,9 contre 47.315,7 MBIF). Toutefois, le taux de couverture commerciale s'est amélioré, s'établissant à 12,0 contre 9,3%.

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

En glissement annuel, les exportations ont augmenté de 57,4% au deuxième trimestre 2022. Cette augmentation a porté, à la fois, sur les exportations des produits primaires (+41,2%) et les produits manufacturés (+64,8%). La hausse des exportations des produits primaires est due principalement à l'exportation de minerais de Niobium (+356,0%) et celle du Thé (+28,3%). En revanche, les exportations du café ont baissé (-21,0%).

Concernant l'augmentation des exportations des produits manufacturés, elle est expliquée, en grande partie, par les exportations des cigarettes (+87,2%), des bières (+39,1%) et de la farine de blé (+43,3%).

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en millions de BIF)

	T2-2021	T1-2021	T2-2022
1. Produits primaires	14 986,4	79 494,3	21 165,5
dont: Café	3 747,5	14 557,1	2 960,1
Thé	8 627,2	12 990,2	11 070,4
Minéraux de Nobium	737,7	1 150,7	3 363,7
Or	0,0	50 466,6	0,0
2. Produits manufacturés	32 329,2	28 253,3	53 293,4
dont: Cigarettes	3 035,4	4 301,8	5 681,5
Bières	3 128,8	3 801,8	4 351,8
Farine de blé	2 331,0	2 758,0	3 340,5
EXPORTATIONS TOTALES	47 315,6	107 747,6	74 458,9

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Les importations ont progressé de 22,2% au deuxième trimestre 2022 par rapport à celles de la même période de 2021. Cette progression a porté, en grande partie, sur les importations de biens de production (+43,4%), de biens de consommation (+7,8%) et dans une moindre mesure sur les biens d'équipement (+1,2%).

Tableau 8 : Principaux produits importés (en millions de BIF)

	T2-2021	T1-2022	T2-2022
1. Biens de production	223 107,4	220 768,7	319 982,6
dont: Huiles minérales	63 044,9	86 679,2	143 632,6
Métallurgie	47 482,2	36 814,2	30 861,3
Alimentation	38 153,5	35 091,4	22 243,0
Construction	26 121,1	25 096,8	28 061,6
Agriculture et élevage	17 908,7	14 135,4	58 667,3
2. Biens d'équipement	101 637,2	91 718,6	102 833,7
dont: Chaudières, engins mécaniques	30 107,1	32 312,9	34 923,3
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	26 291,5	21 593,7	26 633,1
Matériel électrique	23 381,9	16 932,1	21 649,6
3. Biens de consommation	181 737,7	203 413,5	195 961,6
dont: Alimentaires	43 720,1	41 404,2	53 891,9
Pharmaceutiques	42 738,0	37 767,5	26 705,6
Véhicules	19 287,1	17 645,3	21 996,4
Textiles	24 526,3	40 164,6	21 051,0
TOTAL	506 482,3	515 900,8	618 777,9

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

L'accroissement des importations de biens de production a, principalement, résulté de la hausse plus importante des importations des huiles minérales (+127,8%), des biens de production destinés à l'agriculture et élevage (+227,6%) et celles destinés à la construction (+7,4%). Toutefois, les importations des biens métallurgiques (-35,0%), de biens destinées à l'alimentation (-41,7%) ont fortement baissé.

Cependant, la hausse des importations de biens d'équipement a, essentiellement, porté sur les chaudières et engins mécaniques (+16,0%). Quant à l'augmentation des importations de biens de consommation, elle est expliquée, par celle des biens alimentaires (+23,3%) et des véhicules (+14,0%), les importations de biens pharmaceutiques ayant, par contre, baissé (-37,5%).

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du deuxième trimestre 2022 a enregistré un déficit du compte courant plus élevé que celui du même trimestre de l'année 2021 (323.054,8 contre 282.766,9 MBIF). Cette aggravation du déficit des transactions courantes a résulté, principalement, de la détérioration du déficit des biens (447.343,6 contre 389.094,2 MBIF). Toutefois, le déficit des services s'est réduit (98.866,6 contre 113.765,8 MBIF).

L'excédent des revenus secondaire a légèrement baissé (216.757,6 contre 218.200,9 MBIF) tandis que celle des revenus primaires s'est accru (6.397,8 contre 1.892,1 MBIF).

S'agissant du compte de capital, il s'est soldé par un excédent de 112.394,3 MBIF au deuxième trimestre 2022, contre 80.988,7 MBIF enregistré au même trimestre de l'année précédente.

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

	T2-2021	T2-2022
COMPTE COURANT	-282 766,89	-323 054,81
Crédit	314 486,05	360 905,10
Débit	597 252,94	683 959,91
Biens	-389 094,15	-447 343,61
Exportations FOB	47 315,68	52 000,97
Importations FOB	436 409,83	499 344,58
Services	-113 765,79	-98 866,64
Crédit	23 406,24	62 311,49
Débit	137 172,03	161 178,13
Revenus primaires	1 892,11	6 397,80
Crédit	12 488,97	14 352,74
Débit	10 596,86	7 954,94
Revenus secondaires	218 200,94	216 757,64
Crédit	231 275,16	232 239,90
Débit	13 074,22	15 482,26
COMPTE DE CAPITAL	80 988,71	112 394,32
Crédit	81 107,34	112 394,32
Débit	118,63	0,00
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-201 778,18	-210 660,49
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-177 531,30	-184 807,57
Investissements directs	-3 500,59	-3 735,30
Acquisition nette d'actifs financiers	1 972,42	88,19
Accroissement net de passifs	5 473,01	3 823,49
Investissements de portefeuille	0,00	0,00
Acquisition nette d'actifs financiers	0,00	0,00
Accroissement net de passifs	0,00	0,00
Dérivés financiers et option sur titres	0,00	0,00
Acquisition nette d'actifs financiers	0,00	0,00
Accroissement net de passifs	0,00	0,00
Autres investissements	-153 067,67	-77 624,73
Acquisition nette d'actifs financiers	-11 432,62	132 636,26
Accroissement net de passifs	141 635,05	210 260,99
Avoirs de réserves	-20 963,04	-103 447,54
ERREURS ET OMISSIONS	24 244,90	25 852,93

Source : BRB

La diminution du déficit des services a principalement résulté de l'augmentation des recettes nettes reçues au titre des services fournis aux administrations publiques étrangères (34.685,2 contre 2.318,1 MBIF) et des autres services aux entreprises (5.536,3 contre -1.076,8 MBIF). Par contre, le déficit des services de transport s'est détérioré (111.699,9 contre 89.053,8 MBIF).

Au deuxième trimestre 2022, le compte financier a enregistré des entrées nettes de capitaux de 184.807,6 contre 117.533,3 MBIF à la même période de l'année précédente. Concernant les avoires de réserves, elles ont diminué de 103.447,5 MBIF au deuxième trimestre 2022 contre une diminution de 20.693,04 MBIF à la même période de 2021.

2.3. Finances et dette publiques

Au deuxième trimestre 2022, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est accentué par rapport à celui du même trimestre de 2021, s'établissant à 217.419,6 contre 131.875,3 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des dépenses que celle des recettes. Ce déficit a été financé principalement par un endettement intérieur net.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	2021	2022	
	2 ^{ème} Trim.	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} Trim.
A. RECETTES ET DONDS	387 234,4	423 116,5	469 932,8
a. Recettes	308 753,1	344 984,3	358 953,1
Recettes courantes	308 753,1	344 984,3	358 953,1
Recettes exceptionnelles	-	-	-
b. Dons	78 481,3	78 132,2	110 979,7
courants	-	-	-
en capital	78 481,3	78 132,2	110 979,7
B. DEPENSES	519 109,7	580 285,3	687 352,4
a. Dépenses courantes	324 122,3	394 658,1	393 630,7
Salaires	120 230,9	121 326,5	147 430,5
b. Dépenses en capital	194 987,4	185 627,2	293 721,7
Sur ressources nationales	107 432,7	66 854,4	166 966,9
Sur prêts et dons extérieurs	87 554,7	118 772,7	126 754,8
SOLDE GLOBAL DONDS COMPRIS (base engager)	-131 875,3	-157 168,8	-217 419,6
C. FINANCEMENT (BASE CAISSE)	84 256,1	162 892,8	137 430,5
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	6 667,3	34 003,3	6 585,9
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	77 588,8	128 889,5	130 844,6
D. ERREURS ET OMISSIONS	47 619,2	-5 724,1	79 989,1

Source : MFBPE

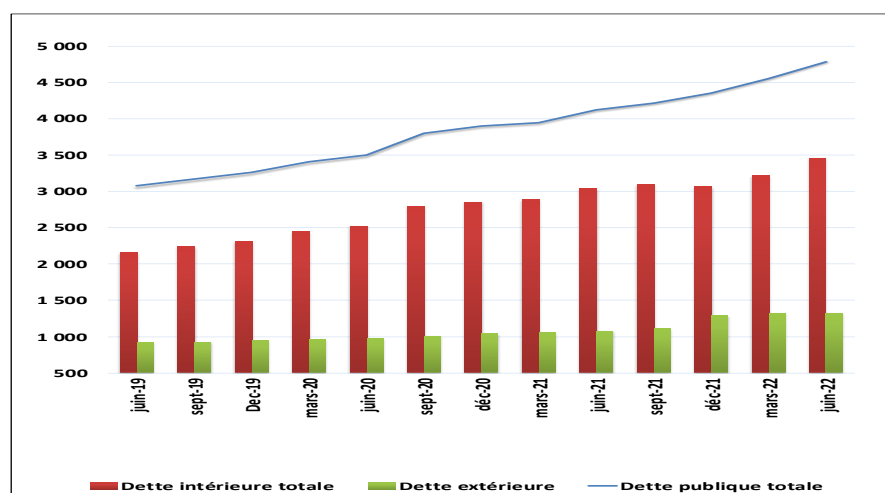
Les recettes courantes se sont accrues de 16,3% au deuxième trimestre 2022 par rapport à la même période de 2021, s'établissant à 358.953,1 contre 308.753,1 MBIF, et de 4,0% par rapport au trimestre précédent.

Les dons en capital ont progressé de 41,4% par rapport au trimestre correspondant de 2021, s'établissant à 110.979,7 contre 78.481,3 MBIF et de 42,0% par rapport au trimestre précédent.

Les dépenses totales se sont accrues de 32,4% au deuxième trimestre 2022, se fixant à 687.352,4 contre 519.109,7 MBIF à la même période de l'année précédente, suite à l'augmentation des dépenses en capital (+98.734,3 MBIF) et des dépenses courantes (+69.508,4 MBIF). Par rapport au trimestre précédent, elles ont augmenté de 18,5%, en liaison avec la progression des dépenses en capital de 58,2%, les dépenses courantes ayant légèrement diminué de 0,3%.

En glissement annuel, la dette publique totale s'est accrue de 16,0%, se fixant à 4.778,5 contre 4.120,1 Mds de BIF à fin juin 2021. Cette augmentation de la dette publique a porté aussi bien sur la dette intérieure (13,7%) que sur la dette extérieure (22,3%). Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 57,8 contre 54,9% à la même période de l'année précédente. Par rapport à la fin du trimestre précédent, la dette publique a augmenté de 6,3%.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (MBIF)



Source: BRB, à partir des données du MFBPE

La dette intérieure a progressé de 13,7% en glissement annuel, passant de 3.040,5 à 3.458,2 Mds de BIF et s'est accrue de 8,6% d'une fin de trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 72,4% de la dette publique totale.

La dette extérieure s'est accrue de 22,3% en glissement annuel, passant de 1.079,7 à 1.320,3 Mds de BIF en liaison avec les tirages (275.864,7 MBIF), partiellement contrebalancés par les moins-values de réévaluation (7.651,9 MBIF) et l'amortissement de la dette (27.677,1 MBIF).

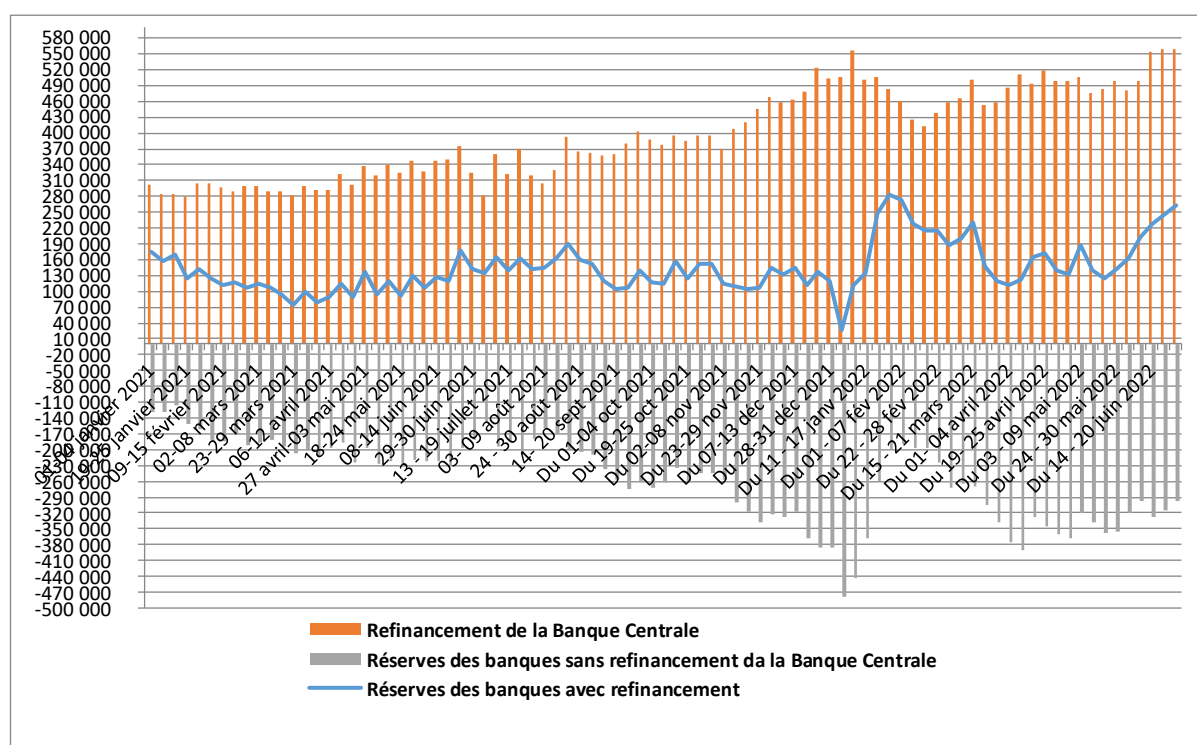
2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Au second trimestre 2022, les réserves des banques ont diminué par rapport au trimestre précédent. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies, en moyenne hebdomadaire, à -338.367 contre -280.530 MBIF au trimestre précédent et à -210.953 MBIF au même trimestre de 2021.

Le total du refinancement de la Banque Centrale aux banques commerciales a augmenté, atteignant 509.253 MBIF, en moyenne hebdomadaire, au deuxième trimestre 2022 contre 470.620 MBIF au trimestre précédent et 329.214 MBIF à la même période de 2021. Dans le cadre du refinancement des secteurs porteurs de croissance, le volume du refinancement a augmenté, se fixant à 538.441 contre 410.307 MBIF au trimestre précédent et 131.646 MBIF au même trimestre de l'année précédente.

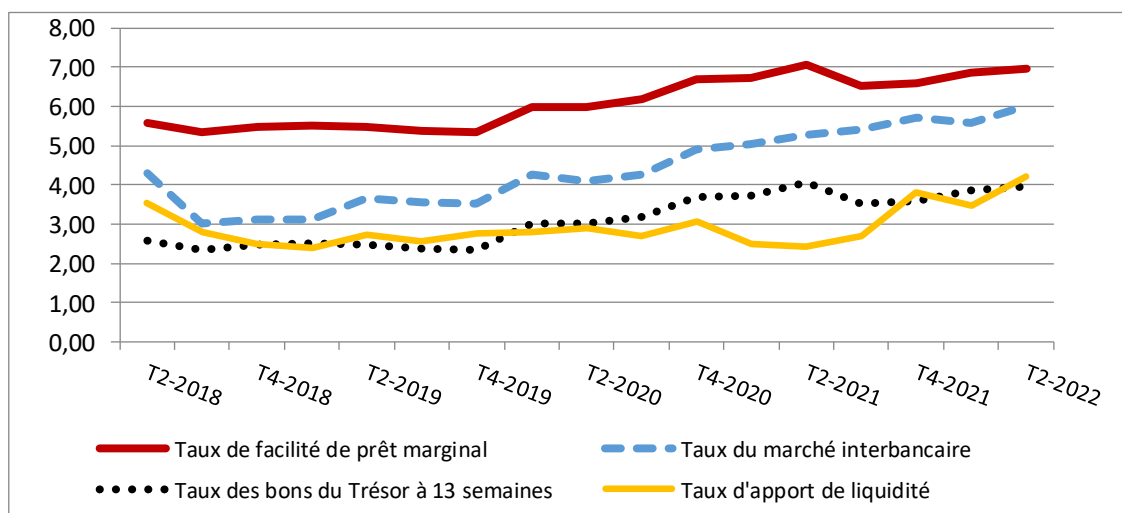
Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont légèrement augmenté. En effet, le taux moyen du marché interbancaire est passé de 5,58 à 6,03% et celui sur les opérations d'apport de liquidité de 3,46 à 4,20%. Quant au taux moyen de la facilité de prêt marginal a légèrement augmenté, passant de 6,95 à 6,86%, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (3,95 contre 3,86%).

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

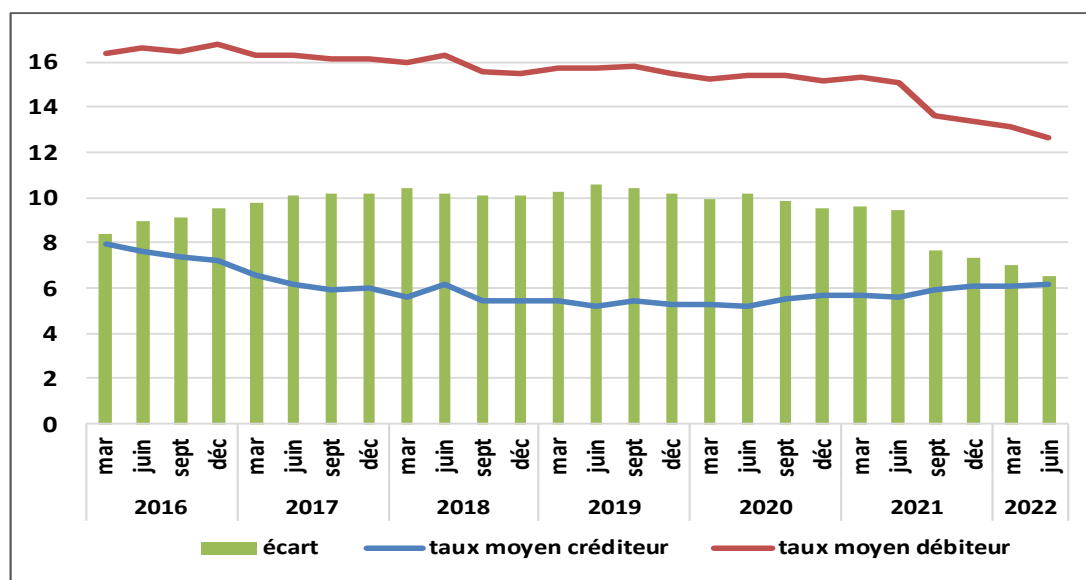


Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a diminué à fin juin 2022, se situant à 12,66% contre 13,10% à fin mars 2022 et 15,08% à fin juin 2021. En glissement annuel, cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur tous les crédits à court terme (14,41 contre 15,80%), à moyen terme (11,08 contre 14,51%) et ceux à long terme (11,29 contre 13,38%).

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du deuxième trimestre 2022 (12,47%) a légèrement augmenté par rapport celui du trimestre précédent (12,23%), tandis qu'il a légèrement diminué par rapport à celui du trimestre correspondant de 2021 (12,58%).

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt créditeur a légèrement augmenté à fin juin 2022 par rapport à fin mars 2022 et à fin juin 2021, se fixant à 6,13 contre 6,09% et 5,6%, respectivement. Cette augmentation a concerné les taux sur les dépôts à vue rémunérés (3,57 contre 2,88%), les comptes sur livret (4,96 contre 4,87%) et sur les dépôts à terme et d'épargne (6,38 contre 5,94%).

2.4.2. Base monétaire

D'une fin de trimestre à l'autre, la base monétaire s'est accrue de 7,1% à fin juin 2022, s'établissant à 1.023, 1 contre 955,1 Mds de BIF. Cet accroissement est lié à l'augmentation des dépôts des autres institutions financières (916,1%), des dépôts divers (4,1%) et des billets et pièces en circulation (13,5%). En revanche, les dépôts des autres institutions de dépôts ont diminué (-5,0%).

S'agissant des contreparties de la base monétaire, les avoirs intérieurs nets (+19,4%) ont augmenté tandis que les avoirs extérieurs nets ont baissé (-119,5%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets a concerné les créances nettes de la BRB sur l'Etat qui ont augmenté de 78,5%, tandis que les autres postes nets ont diminué de 4,6%.

Les avoirs intérieurs nets ont contribué à la croissance de la base monétaire à hauteur de 21,8 points de pourcentage, les avoirs extérieurs nets ayant exercé une contribution négative 14,6 points de pourcentage.

Tableau 11 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	juin-21	mars-22	juin-22	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	536 813,3	539 682,3	612 603,1	13,5	14,1
Dépôts des autres institutions de dépôts	214 189,4	368 747,2	350 169,8	-5,0	63,5
Dépôts des autres insitutions financières	3747,8	1289,6	13103,5	916,1	249,6
Dépôts divers	52 576,0	45 437,8	47 286,0	4,1	-10,1
Base monétaire = Contreparties	807 326,5	955 156,9	1 023 162,4	7,1	26,7
Avoirs extérieurs nets	-114 588,4	-117 059,8	-256 914,8	-119,5	-124,2
Avoirs intérieurs nets	921 914,9	1 072 216,7	1 280 077,2	19,4	38,8
- Créances nettes sur l'Adm. Centrale	404 650,2	309 626,9	552 804,0	78,5	36,6
-Autres postes nets	517 264,7	762 589,8	727 273,2	-4,6	40,6

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 26,7% à fin juin 2022, en rapport avec l'accroissement des billets et pièces en circulation (+14,1%), des avoirs des autres institutions de dépôts (+63,5%) et financières (249,6%). Par contre, les « dépôts divers » ont diminué (10,1%).

Au niveau des contreparties, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 38,8% à fin juin 2022 par rapport à la même période de 2021, et ont contribué à la croissance de la base monétaire à concurrence de 44,4 points de pourcentage. En revanche, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 124,2% et ont exercé une incidence restrictive à la croissance de la base monétaire à hauteur de 17,6 points de pourcentage.

Tableau 12 : Origine de la variation de la base monétaire à fin juin 2022

	Par rapport à mars 2022	Par rapport à juin 2022
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-14,6	-17,6
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	21,8	44,4
dont: -Créances nettes sur l'Adm. Centrale	25,5	18,4
-Autres postes nets	-3,7	26,0
Base monétaire	7,1	26,7

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

En glissement trimestriel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 16,7% à fin juin 2022, se fixant à 4.049,2 contre 3.470,9 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue en BIF (31,6%) et la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (16,3%). Par contre, les placements à terme et d'épargne (-3,0%) et les dépôts en devises des résidents ont diminué (-0,3%).

S'agissant des contreparties de M3, les avoirs intérieurs nets ont progressé de 19,6% alors que les avoirs extérieurs nets ont baissé de 52,2%. Les avoirs intérieurs nets ont contribué positivement à la croissance de la masse monétaire de 21,3 points de pourcentages alors que les avoirs extérieurs nets ont contribué négativement à la croissance de la masse monétaire de 4,7 points de pourcentage. La hausse des avoirs intérieurs nets est liée à l'augmentation des créances nettes sur l'administration centrale (+5,9%), des créances sur l'économie (+12,9%) et des autres postes nets (+2,5%).

Tableau 13 : Masse monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	juin-21	mars-22	juin-22	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de dépôt	458296,4	442271,5	514 567,4	16,3	12,3
Dépôts à vue	1 589 876,0	1703696,2	2 242 035,2	31,6	41,0
Dépôts à terme et d'épargne	821 663,4	1035025,3	1 003 633,1	-3,0	22,1
Dépôts en devises des résidents	225 156,7	289958,9	289 009,7	-0,3	28,4
Masse monétaire (M3)= Contreparties	3 094 992,5	3470951,9	4 049 245,4	16,7	30,8
AEN	- 305 508,8	-311740,7	-474 439,4	-52,2	-55,3
AIN	3 400 501,3	3782692,6	4 523 684,8	19,6	33,0
-Crédit intérieur	3 872 113,8	4617158,1	5 271 729,3	14,2	36,1
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	2 116 150,1	2057365,9	2 262 673,6	10,0	6,9
Créances sur l'économie	1 755 963,7	2559792,2	3 009 055,7	17,6	71,4
-Autres postes nets	- 471 612,5	-834465,5	-748 044,5	10,4	-58,6

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 30,8%. Cette augmentation est imputable à l'accroissement des dépôts à vue (+41,0%), des placements à terme et d'épargne (+22,1%), des avoirs en devises des résidents (+28,4%) et de la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (+12,3%).

La croissance des contreparties de M3 a porté sur les avoirs intérieurs nets (+33,0%) qui ont contribué positivement à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 36,3 points de pourcentage. Par contre, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 55,3% et ont influencé négativement la croissance de la masse monétaire à hauteur de 5,5 points de pourcentage.

Tableau 14: Contribution à la croissance de la masse monétaire par ses contreparties

	Par rapport à fin mars 2022	Par rapport à fin juin 2021
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-4,7	-5,5
Avoirs intérieurs nets	21,3	36,3
Crédit intérieur	18,9	45,2
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	5,9	4,7
Créances sur l'Economie	12,9	40,5
Autres postes nets	2,5	-8,9
Masse monétaire	16,7	30,8

Source : BRB

L'augmentation des avoirs intérieurs nets est principalement tirée par l'accroissement des créances sur l'économie (+71,4%), à la suite des refinancements des secteurs porteurs de croissance économique et des autres secteurs de l'économie nationale. Parallèlement, les créances nettes sur l'Etat ont augmenté de 6,9% et les autres postes nets ont diminué de 58,6%.

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin juin 2022, les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont augmenté de 91,3% par rapport à la même période de 2021, alors qu'ils ont diminué de 5,2%, en glissement trimestriel.

Tableau 15 : Avoirs extérieurs (en MUSD)

	<u>Fin de période</u>			<u>variation (%)</u>	
	juin-21	mars-22	juin-22	trimestrielle	annuelle
BRB	97,0	301,0	227,8	-24,3	134,8
Dont: Réserves officielles	66,7	273,1	202,7	-25,8	204,1
Banques commerciales	88,5	73,3	127,1	73,2	43,6
Total	185,5	374,4	354,9	-5,2	91,3

Source : BRB

En glissement trimestriel, les avoirs extérieurs de la BRB ont diminué de 24,3% à fin juin 2022 et se sont accrus de 134,8% en glissement annuel, s'établissant à 227,8 contre 301,0 MUSD à fin mars 2022 et 97,0 MUSD à fin juin 2021. De même, les réserves officielles ont diminué de 25,8% en glissement trimestriel alors qu'elles ont augmenté de 204,1%, en glissement annuel, en rapport avec la hausse des avoirs en DTS (+412.843,4 MBIF), suite à l'allocation 147,6 Millions de DTS octroyée par le FMI. En termes de mois d'importations de biens et services, elles couvraient 1,9 contre 0,8 mois à la même période de l'année précédente.

Les avoirs extérieurs des banques commerciales ont augmenté tant en glissement trimestriel (73,2%) qu'en glissement annuel (43,6%), se fixant à 127,1 MUSD à fin juin 2022, contre 73,3 MUSD à fin mars 2022 et 88,5 MUSD à fin juin 2022.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

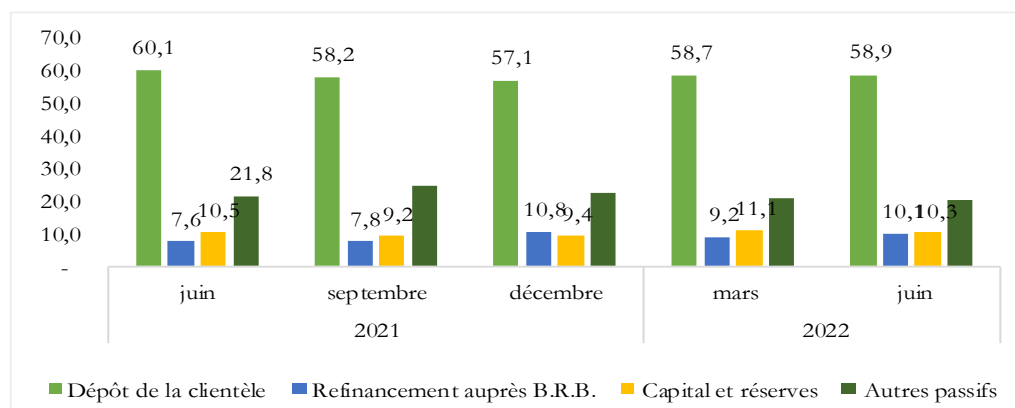
A la fin du second trimestre 2022, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 27,6% en glissement annuel et de 8,3% en glissement trimestriel. A l'actif, cette amélioration a été, principalement, tirée par la hausse des créances sur l'économie et des titres du Trésor. Au passif, elle est liée à l'accroissement des dépôts et des refinancements auprès de la Banque Centrale. Toutefois, les ratios de solvabilité ainsi que ceux de rentabilité ont légèrement reculé.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 25,1% à fin juin 2022, s'établissant à 3.334,1 contre 2.664,1 Mds de BIF et ont augmenté de 8,8% par rapport au trimestre précédent. Les refinancements de la Banque Centrale aux établissements de crédit se sont accrus de 69,2%, atteignant 573,8 contre 339,1 Mds de BIF à fin juin 2021 et de 19,7% par rapport à la fin du trimestre précédent.

Graphique 10 : Répartition des ressources (% du total)

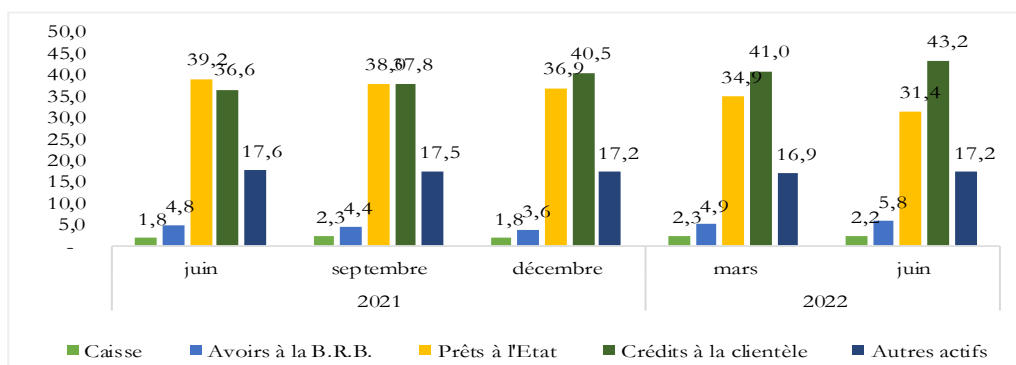


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

En glissement annuel, les prêts à l'économie se sont accrus de 50,5% à fin juin 2022, s'établissant à 2.444,4 contre 1.623,9 Mds de BIF et 14,2%. L'encours des titres du Trésor a augmenté de 2,4%, s'établissant à 1.778,8 contre 1.736,6 MBIF. Par contre, ils ont baissé de 2,5% par rapport à la fin mars 2022.

Graphique 11 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



Source: BRB

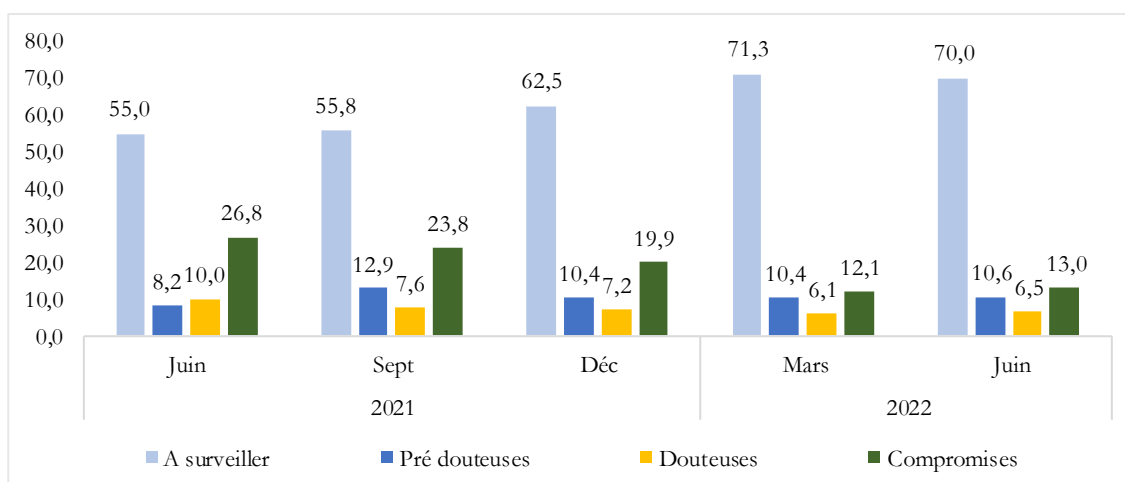
2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées¹ ont augmenté de 40,0% à fin juin 2022, s'établissant à 207.150,2 MBIF à fin juin 2022 contre 147.939,2 MBIF à fin juin 2021. Par contre, ils ont baissé de 5,4% en glissement trimestriel. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a reculé de 15,0 points de pourcentage, passant de 45 à 30,0% suite à la radiation permanente des créances demeurées compromises pendant une période de 24 mois dans les bilans des Etablissements de crédits. Par contre, elle a augmenté de 1,4 point de pourcentage d'un trimestre à l'autre. Les créances à surveiller ont augmenté, leur part dans le total des créances impayées s'est établie à 70,0% à fin juin 2022 contre 55,0% à fin juin 2021.

¹Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

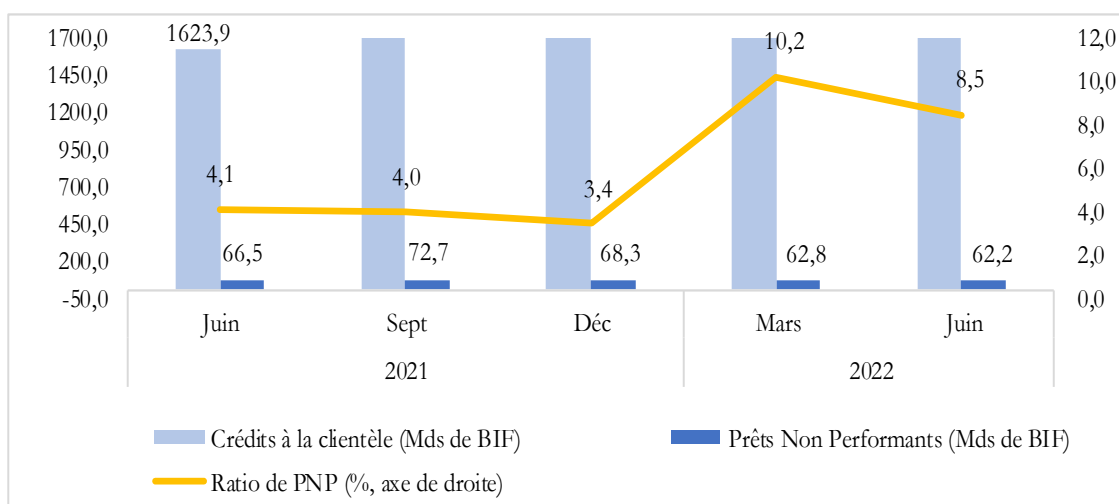
Graphique 12 : Créances impayées par classe (% du total)



Source : BRB

La qualité du portefeuille crédits s'est légèrement améliorée au second trimestre de 2022. Le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est établi à 2,5 contre 4,1% à fin juin 2021 et 2,9 à fin mars 2022.

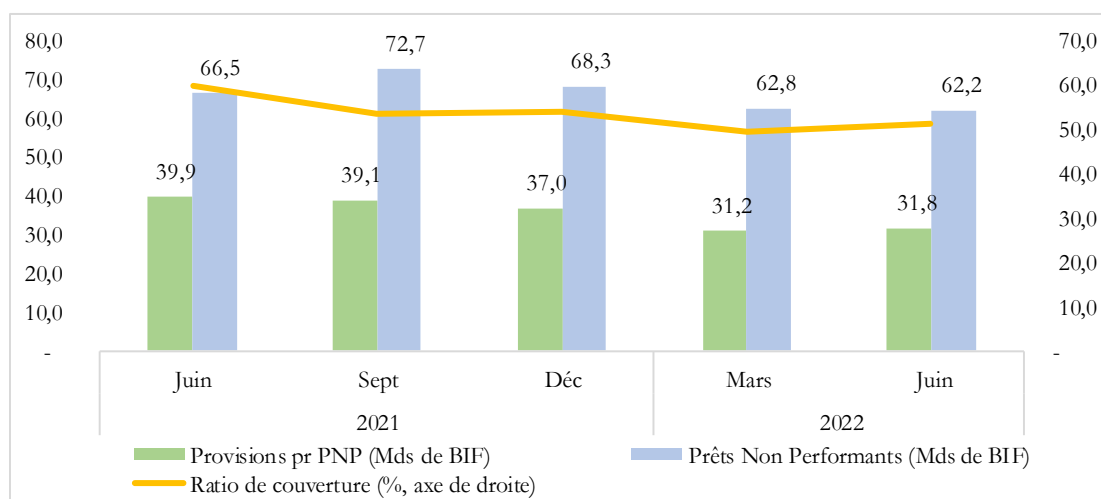
Graphique 13 : Evolution du ratio des prêts non performants



Source: BRB

Le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué, s'établissant à 51,2% à la fin du second trimestre 2022 contre 60,0% à la même période de 2021 et 49,7% à la fin du trimestre précédent. Cette diminution est liée à la radiation des encours de crédits demeurés non performants pendant une période supérieure ou égale à 24 mois.

Graphique 14 : Evolution des provisions et taux de couverture

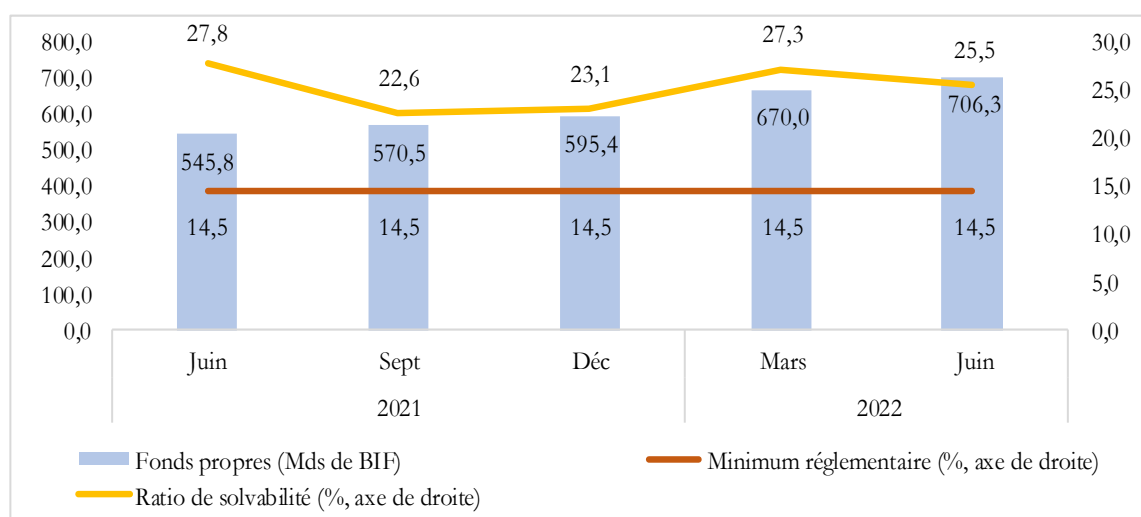


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 29,4% à fin juin 2022 et de 5,4% par rapport à fin mars 2022, se fixant à 706,3 à fin juin 2022 contre 545,8 Mds de BIF à fin juin 2021. En revanche, le ratio de solvabilité globale a légèrement baissé, se fixant à 25,5% contre 27,8% à fin juin 2021 et à 27,3% à fin mars 2022.

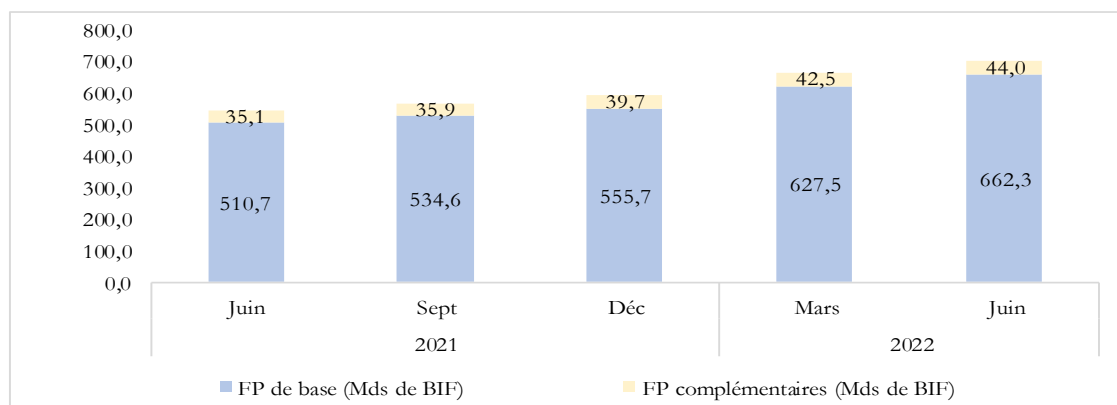
Graphique 15 : Evolution des fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

Les fonds propres de base ont augmenté de 29,7% à fin juin 2022, se fixant à 662,3 contre 510,7 Mds de BIF à fin juin 2021 et de 5,6% par rapport à fin mars 2022, en liaison avec l'amélioration des réserves.

Graphique 16 : Structure des fonds propres (Mds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 22,0% à fin juin 2022, se fixant à 191.860,1 contre 157.203,0 MBIF à fin juin 2021. De même, le résultat net a augmenté de 11,7%, se fixant à 87.012,0 contre 77.920,2 MBIF. Néanmoins, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont diminué, s'établissant à 1,5 et 12,3% contre 1,8 et 14,3%, respectivement.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

En glissement trimestriel, l'activité économique s'est légèrement améliorée au deuxième trimestre 2022 dans l'ensemble des principales économies de l'OCDE (0,4 contre 0,3% au trimestre précédent). Cette légère amélioration est liée à la reprise de la consommation publique et privée et la relance des exportations nettes qui avait été affecté par les difficultés d'approvisionnement causées par la guerre russo-ukrainienne.

L'activité économique a ralenti dans la plupart des pays émergents et en développement, en rapport avec la crise alimentaire et énergétique consécutive au conflit russo-ukrainien.

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2022, l'activité économique mondiale pourrait décélérer en 2022 (3,2 contre 6,0% en 2021), suite aux conséquences de la guerre russo-Ukrainienne qui a provoqué les ruptures des chaînes d'approvisionnement et l'accélération de l'inflation.

La croissance économique des pays de la CEA devrait ralentir en 2022 (4,9 contre 6,7%), à la suite de la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques et des ruptures des chaînes d'approvisionnement au niveau international. Cependant, cette croissance resterait supérieure à celle de toute l'Afrique subsaharienne (3,6%), en liaison avec d'importants investissements en infrastructures et à la reprise dans le secteur des services, notamment, le tourisme.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions du secteur primaire et secondaire se sont améliorés au cours du deuxième trimestre 2022. Toutefois, celles du secteur tertiaire ont baissé, notamment, le volume de marchandises transitant au port de Bujumbura. L'inflation a augmenté au cours du second trimestre 2022, s'établissant à 17,4 contre 7,2% enregistré au trimestre précédent, suite à la hausse des produits des produits alimentaires et non alimentaires.

Compte tenu de ces pressions inflationnistes, la Banque de la République du Burundi va mener une politique monétaire prudente consistant à maîtriser la croissance des agrégats monétaires et intensifier ses interventions sur le marché de changes pour limiter l'inflation d'origine importée.

ANNEXES

Annexe 1 : PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	535,2	550,3	552,3	578,5	603,2
- Agriculture vivrière	462,8	486,2	490,1	515,8	535,4
- Agriculture d'exportation	21,9	17,9	21,2	18,2	19,9
- Café	7,1	2,8	5,5	2,1	2,9
- Thé	12,5	13,6	13,6	13,8	14,4
- Autres cultures d'exportation	2,4	1,5	2,1	2,3	2,6
- Forêt	14,3	14,0	14,9	15,0	16,2
- Elevage	31,9	28,1	21,7	25,0	27,0
- Pêche	4,2	4,1	4,4	4,5	4,7
Secteur secondaire	355,9	360,0	400,6	408,9	428,3
- Extraction	11,0	11,3	11,2	11,3	12,2
- Industries	242,4	243,7	255,8	255,5	266,6
- Industries agroalimentaires	191,4	192,5	200,7	201,8	210,9
- Industries Manufacturières	51,1	51,3	55,1	53,7	55,8
- Industries textiles	8,8	8,0	8,9	9,0	9,3
- Autres industries manufacturières	42,3	43,2	46,1	44,7	46,5
- Electricité, gaz et eau	9,5	9,2	8,7	9,7	10,7
- Construction	93,0	95,8	124,9	132,4	138,8
Secteur tertiaire	881,4	945,1	913,3	935,8	981,0
- Commerce	71,3	74,2	70,1	71,6	74,5
- Transport et communication	73,4	80,8	61,8	72,2	75,0
- Transports	19,2	21,0	16,1	20,7	21,9
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	54,2	59,8	45,7	51,5	53,0
- Banques et Assurances	122,7	156,6	156,0	187,7	208,3
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	114,1	119,3	69,7	74,4	78,9
- Administration publique	344,0	353,7	370,7	382,5	401,6
- Education	226,3	233,7	244,9	246,1	254,7
- Santé et action sociale	15,5	16,0	17,6	18,8	19,7
- Activités à caractère collectif ou personnel	59,4	61,6	61,9	56,9	60,3
- Services domestiques	4,6	4,8	4,8	4,9	5,2
- SIFIM	-149,9	-155,6	-144,1	-179,3	-197,2
PIB aux coûts des facteurs	1 772,5	1 855,4	1 866,2	1 923,2	2 012,5
Impôts et Taxes	240,6	247,9	243,7	252,1	263,8
PIB aux prix du marché	2 013,1	2 103,3	2 109,9	2 175,3	2 276,3

Source : BRB

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,8	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,2	8,6	1,8
févr-20	7,6	13,1	2,6
mars-20	7,1	12,1	2,4
avr-20	7,9	12,9	2,9
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,9	3,5
juil-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,4	10,6	2,2
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept-21	10,5	13,7	7,1
oct-21	9,9	11,6	8,0
nov-21	8,7	8,3	9,2
déc-21	10,0	9,6	10,5
janv-22	12,3	14,4	9,9
févr-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,8	15,1	10,4
avr-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,3	13,5

Source : BRB

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 563,17	102 165,58	114 803,17	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	22 169,26	126 531,06	121 435,57	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	23 282,14	128 431,66	130 554,89	-2 123,23
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	287 323,90	-163 806,24
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 895,93	184 321,04	136 821,52	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 033,39	-20 669,77
juin-22	151 416,41	65 812,71	217 229,13	342 706,35	-125 477,22

Source : BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	66 134,8	2 066 815,1	842 605,3	2 909 420,4
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	66 482,8	2 073 957,4	867 778,9	2 941 736,3
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 356,4	2 110 469,8	908 183,5	3 018 653,3
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	59 215,0	2 158 605,5	916 027,0	3 074 632,5
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	55 134,4	2 114 968,1	929 050,5	3 044 018,6
août-19	759 491,5	1 393 116,1	59 369,6	2 211 977,2	932 695,8	3 144 673,0
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	65 322,7	2 239 754,4	927 716,5	3 167 470,9
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	76 553,5	2 278 865,3	937 501,2	3 216 366,5
nov-19	749 081,8	1 485 104,1	74 319,9	2 308 505,8	940 872,9	3 249 378,7
déc-19	746 479,4	1 497 527,9	70 919,8	2 314 927,1	948 429,4	3 263 356,5
janv-20	746 479,3	1 570 840,3	120 847,6	2 438 167,2	958 542,6	3 396 709,8
févr-20	743 876,9	1 549 397,3	121 652,4	2 414 926,6	959 618,2	3 374 544,8
mars-20	738 672,0	1 583 158,2	123 953,4	2 445 783,6	965 074,8	3 410 858,4
avr-20	736 069,6	1 569 310,4	120 741,5	2 426 121,5	964 645,1	3 390 766,6
mai-20	737 921,8	1 621 691,9	113 556,4	2 473 170,1	968 472,6	3 441 642,7
juin-20	736 222,2	1 673 338,5	114 730,7	2 524 291,4	979 309,0	3 503 600,4
juil-20	737 624,5	1 709 342,7	119 194,8	2 566 162,0	990 603,8	3 556 765,8
août-20	751 455,5	1 727 229,2	112 094,3	2 590 779,0	1 003 743,4	3 594 522,4
sept-20	901 482,7	1 744 967,4	144 592,9	2 791 043,0	1 009 039,5	3 800 082,5
oct-20	901 974,9	1 763 000,2	141 644,5	2 806 619,6	1 022 885,7	3 829 505,4
nov-20	899 449,4	1 779 700,1	144 982,9	2 824 132,4	1 033 676,2	3 857 808,6
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 046 573,0	3 896 926,5
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 052 326,0	3 922 646,3
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 055 705,7	3 983 825,3
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 057 321,9	3 946 638,4
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 061 414,4	3 984 880,1
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 072 236,6	4 016 866,2
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 299 858,8	4 517 952,2
févr-22	1 075 694,8	2 046 154,0	109 791,1	3 231 639,9	1 330 021,4	4 561 661,3
mars-22	1 075 694,8	2 040 766,5	105 602,1	3 222 063,4	1 326 940,6	4 549 004,0
avr-22	1 075 694,8	2 033 104,8	109 690,5	3 218 490,1	1 322 624,9	4 541 115,0
mai-22	1 075 694,8	2 006 370,8	102 563,2	3 184 628,8	1 311 004,4	4 495 633,2
juin-22	1 389 125,3	1 977 691,7	91 398,7	3 458 215,7	1 320 283,0	4 778 498,7

Source : BRB

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
Jul-19	153,993	339,205
Aug-19	157,630	345,488
Sep-19	152,207	363,439
Oct-19	156,012	394,511
Nov-19	146,124	403,814
Dec-19	155,224	406,075
Jan-20	154,268	436,181
Feb-20	174,541	459,837
Mar-20	182,136	442,928
Apr-20	161,386	439,302
May-20	162,923	434,219
Jun-20	171,658	429,154
Jul-20	134,709	424,606
Aug-20	120,569	440,119
Sep-20	164,248	446,366
Oct-20	164,054	339,258
Nov-20	151,140	330,083
Dec-20	162,574	322,720
Jan-21	151,967	289,339
Feb-21	114,955	295,983
Mar-21	98,996	291,565
Apr-21	100,840	309,092
May-21	114,239	333,837
Jun-21	134,515	344,713
Jul-21	148,433	331,211
Aug-21	158,500	345,544
Sep-21	124,443	372,132
Oct-21	132,806	388,070
Nov-21	121,764	418,070
Dec-21	129,044	485,559
Jan-22	160,574	510,364
Feb-22	232,936	434,483
Mar-22	176,759	467,012
Avril-22	142,012	502,216
Mai-22	151,788	495,567
Juin-22	218,855	529,976

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
juil-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-21	5,13	6,77	2,87	3,81
févr-21	5,17	6,59	2,40	3,78
mars-21	4,85	6,79	2,23	3,78
avr-21	5,16	7,12	2,24	4,12
mai-21	5,32	7,04	2,46	4,04
juin-21	5,31	7,06	2,53	4,06
juil-21	5,16	6,96	2,50	3,96
août-22	5,48	6,30	2,60	3,30
sept-21	5,56	6,33	2,99	3,33
oct-21	5,45	6,46	4,16	3,46
nov-21	5,87	6,43	4,36	3,43
déc-21	5,78	6,88	2,93	3,88
janv-22	5,30	6,95	3,20	3,95
févr-22	5,73	6,92	3,28	3,92
mars-22	5,71	6,85	3,91	3,85
Avril-22	6,03	6,94	3,68	3,94
Mai-22	5,96	6,96	4,45	3,96
Juin-22	6,11	6,95	4,46	3,95

Source : BRB

Annexe 7 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	30/06/2021	31/03/2022	30/06/2022	Variation trim. (en %)	Variation annuelle (en %)
I. EMPLOIS	4 432 399,6	5 224 581,0	5 656 184,6	8,3	27,6
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	3 811 222,0	4 460 634,7	4 801 077,4	7,6	26,0
A. Actifs Liquides	2 187 310,5	2 320 315,5	2 356 644,0	1,6	7,7
Caisse	77 694,6	121 163,7	127 181,6	5,0	63,7
B.R.B.	213 493,4	256 960,6	330 308,3	28,5	54,7
Avoirs auprès des banques et assimilés	159 567,0	118 602,1	120 341,9	1,5	24,6
Prêts à l'Etat	1 736 555,6	1 823 589,1	1 778 812,3	2,5	2,4
Bons, Obligations du Trésor	1 642 865,7	1 718 094,9	1 672 568,1	2,6	1,8
Autres Titres	93 689,9	105 494,2	106 244,2	0,7	13,4
B. Crédits	1 623 911,5	2 140 319,2	2 444 433,4	14,2	50,5
Court terme	702 088,3	942 295,9	1 071 036,8	13,7	52,6
Moyen terme	479 412,9	538 332,2	689 345,1	28,1	43,8
Long terme	442 410,2	659 691,0	684 051,5	3,7	54,6
Crédits bail	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	200 098,4	219 383,8	231 460,5	5,5	15,7
I.3. Autres emplois	421 079,3	544 562,5	623 646,7	14,5	48,1
II. RESSOURCES	4 432 399,6	5 224 581,0	5 656 184,6	8,3	27,6
II.1. Principales ressources	3 424 871,8	4 017 901,4	4 436 814,4	10,4	29,5
Clientèle	2 664 072,0	3 064 686,6	3 334 055,3	8,8	25,1
dont 10 grands dépôts des banques	1 239 602,7	1 323 232,6	1 496 291,6	13,1	20,7
Refinancement auprès B.R.B.	339 078,5	479 349,0	573 843,6	19,7	69,2
Dettes envers banques et assimilés	421 721,3	473 865,7	528 915,4	11,6	25,4
II.2. Capital et réserves	464 434,6	581 174,2	582 587,5	0,2	25,4
II.3. Autres ressources	543 093,2	625 505,4	636 782,7	1,8	17,3
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	510 732,9	627 468,0	662 311,7	5,6	29,7
Fonds propres (en MBIF)	545 801,0	669 962,4	706 269,2	5,4	29,4
Risques pondérés	1 960 898,1	2 455 024,1	2 764 775,0	12,6	41,0
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	26,0	25,6	24,0	-	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	27,8	27,3	25,5	-	-
Ratio de levier (norme 5%)	11,5	12,0	11,7	-	-
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	560 288,8	734 308,9	868 223,3	18,2	55,0
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	34,5	34,3	35,5	-	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	36,6	41,0	43,2	-	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	39,2	34,9	31,4	-	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	340,0	290,6	268,6	-	-
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	147 939,2	218 975,0	207 150,2	5,4	40,0
Créances à surveiller	81 435,6	156 182,2	144 994,1	7,2	78,0
Créances Non performantes	66 503,6	62 792,7	62 156,0	1,0	6,5
Créances pré douteuses	12 159,6	22 828,8	21 867,4	4,2	79,8
Créances douteuses	14 741,7	13 464,3	13 380,0	0,6	9,2
Créances compromises	39 602,3	26 499,6	26 908,7	1,5	32,1
Dépréciations	39 916,8	31 214,2	31 798,4	1,9	20,3
Taux des prêts non performants	4,1	2,9	2,5	-	-
Taux d'impayés	9,1	10,2	8,5	-	-
Taux de provisionnement	60,0	49,7	51,2	-	-
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	195,6	174,9	182,6	-	-
Coefficient de liquidité en devises	177,4	172,3	296,5	-	-
Total crédits/total dépôts (en %)	61,0	69,8	73,3	-	-
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	111,4	90,2	94,5	-	-
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	46,5	43,2	44,9	-	-
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	82 154,4	45 446,0	92 940,4	104,5	13,1
Résultat net de l'exercice	77 920,2	42 491,0	87 012,0	104,8	11,7
Produit Net Bancaire	157 203,0	91 553,0	191 860,1	109,6	22,0
ROA	1,8	0,8	1,5	-	-
ROE	14,3	6,3	12,3	-	-

Source : BRB